

Royaume-Uni

Au quatrième trimestre 2025, la croissance britannique est restée modeste (+0,1 % ; ► **figure 1**), confirmant le ralentissement entamé au troisième trimestre. Cette faible croissance s'explique par une demande intérieure limitée, notamment de la part des acteurs privés. La consommation des ménages a ralenti (+0,2 % après +0,4 %), tandis que l'investissement des entreprises a ponctuellement dégringolé (-2,7 %), tout comme l'investissement résidentiel par contrecoup d'un bon troisième trimestre (-2,1 % après +3,5 %). À l'inverse, l'activité a été stimulée par les dépenses publiques : la consommation et, surtout, l'investissement publics ont progressé respectivement de +0,3 % et +10,4 % au quatrième trimestre. Les exportations ont reculé (-0,6 %), tandis que les importations ont augmenté (+0,8 %), entraînant une contribution négative du commerce extérieur à la croissance du PIB (-0,4 point).

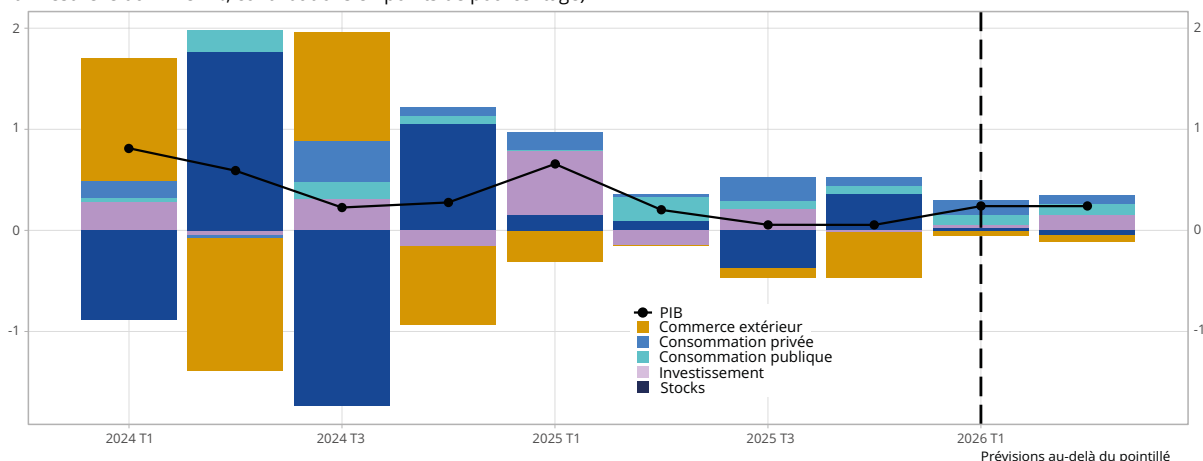
Sur l'ensemble de l'année 2025, l'activité a légèrement accéléré (+1,3 % après +1,1 % en 2024), portée par une demande intérieure dynamique (contribution de +1,6 point), aussi bien privée que publique. En revanche, le commerce extérieur a pesé sur la croissance (contribution de -0,9 point) et n'a été que partiellement compensé par un mouvement de stockage (contribution de +0,6 point) : les importations ont été très dynamiques (+4,2 %), alors que les exportations (+1,6 %) n'ont pas suivi la demande adressée (+2,8 %), signe de nouvelles pertes de parts de marché des exportateurs britanniques, en particulier à destination des États-Unis.

Pour le premier trimestre 2026, les indicateurs conjoncturels issus des enquêtes auprès des entreprises (*Confederation of British Industry*, comme PMI) et des ménages, collectées avant le déclenchement de la guerre au Moyen-Orient, sont en légère amélioration. Les entreprises restent cependant frileuses sur leurs embauches et signalent une hausse de leurs coûts aussi bien salariaux que d'approvisionnement en matières premières.

L'inflation a un peu reflué en janvier 2026 (+3,0 % après +3,3 % en décembre), sous l'effet de la baisse des prix dans les transports et dans l'alimentation (► **figure 2**). La composante sous-jacente reste élevée (+3,1 % sur un an en janvier) par rapport à la zone euro, du fait du dynamisme passé des salaires, mais s'érode progressivement. D'ici juin, l'inflation sous-jacente continuerait de refluer mais, à l'inverse, les prix de l'énergie repartiraient à la hausse, du fait des hausses de cours du pétrole et du gaz.

Ainsi, sur la première partie de l'année, l'activité accélérerait un peu : +0,2 % au premier ainsi qu'au deuxième trimestre. En revanche, la croissance de l'emploi serait limitée (+0,1 % par trimestre), marquant un retour de gains de productivité. Le pouvoir d'achat des ménages augmenterait faiblement au premier trimestre 2026, avant de baisser au deuxième trimestre (-0,2 %), sous la pression de la hausse des prix de l'énergie et malgré la hausse des prestations permise par la suppression décidée dans le budget d'automne de la « *two child policy* », qui limitait certaines allocations au-delà du deuxième enfant. Par ailleurs, le rattrapage salarial de 2025 et surtout de 2024 a été largement épargné, offrant des marges à la baisse pour le taux d'épargne, d'autant plus que la hausse des prestations concerne des ménages à forte

► 1. L'activité britannique resterait morose en 2026
(variation trimestrielle du PIB en %, contributions en points de pourcentage)



Dernier point : deuxième trimestre 2026.

Lecture : au quatrième trimestre 2025, le PIB a progressé de +0,1 % et la variation de stocks a contribué pour +0,4 point à cette évolution.

Source : ONS, calculs Insee.

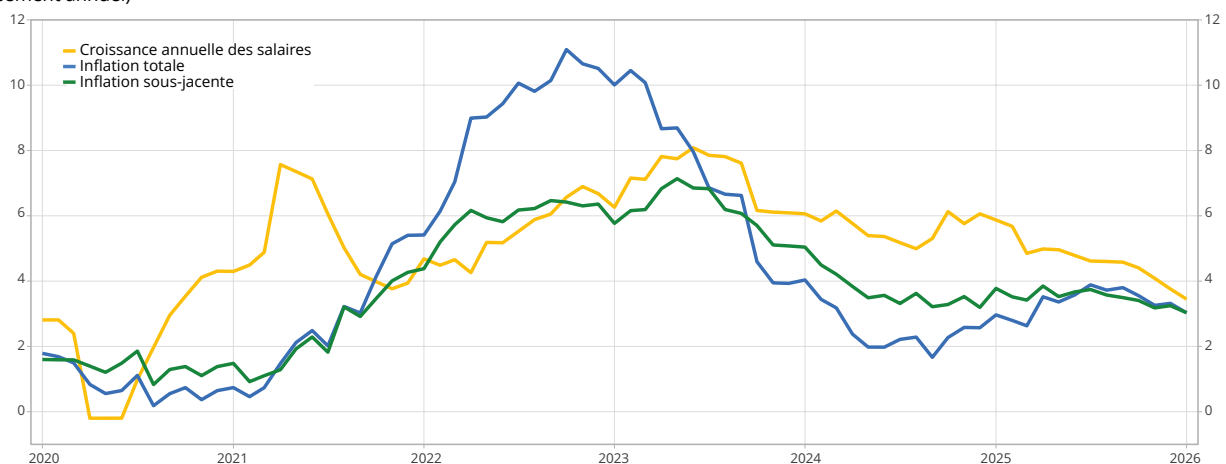
propension à consommer. La consommation des ménages progresserait ainsi un peu plus vite que le pouvoir d'achat à l'horizon de la prévision (+0,2 % au premier trimestre puis +0,2 %). Les assouplissements monétaires passés de la Banque d'Angleterre favoriseraient un rebond de l'investissement des entreprises (+0,7 % par trimestre), comme des ménages (+0,5 % au premier trimestre puis +1,0 % au deuxième). Le principal soutien à l'activité resterait la demande publique : avec l'entrée en vigueur du nouveau budget, la consommation publique accélérerait au premier trimestre (+0,5 % par trimestre), tandis que l'investissement public, après son fort dynamisme de l'automne, se contracterait cet hiver (-2,0 %) avant de repartir au printemps (+1,0 %).

Du côté du commerce extérieur, le Royaume-Uni continuerait de perdre des parts de marché : les exportations progresseraient moins rapidement que la demande mondiale adressée, tandis que les importations resteraient faiblement soutenues par la demande intérieure. Au total, la contribution du commerce extérieur à la croissance serait légèrement négative au premier semestre 2026.

L'acquis de croissance pour 2026 à la mi-année serait de +0,5 %, en ralentissement après une croissance annuelle de +1,3 % en 2025, dans le sillage de la demande intérieure (contribution de +0,9 point à la mi-2026, après +1,6 point en 2025) : l'investissement privé ralentirait franchement, tandis que la consommation des ménages garderait un rythme proche de celui de 2025 et que la demande publique accélérerait. Les échanges extérieurs continueraient quant à eux de peser sur la croissance (contribution de -0,5 point après -0,9 point), notamment en raison d'exportations atones (+0,3 % après +1,6 %). ●

► 2. L'inflation a légèrement reflué mais restait élevée avant la flambée des prix de l'énergie

(en glissement annuel)



Dernier point : janvier 2026.

Lecture : en décembre 2025, l'inflation totale est à 3,4 %, l'inflation sous-jacente à 3,2 % et la croissance annuelle des salaires est à 3,9 %.

Source : ONS, calculs Insee.

► 3. Synthèse Royaume-Uni

(évolutions en %, contributions en points)

	2025				2026		2024	2025	2026 acquis
	T1	T2	T3	T4	T1	T2			
Produit intérieur brut (100 %)	0,7	0,2	0,1	0,1	0,2	0,2	1,1	1,3	0,5
Consommation privée (60 %)	0,3	0,0	0,4	0,2	0,2	0,2	-0,1	1,0	0,7
Investissement (19 %)	3,4	-0,8	1,1	-0,1	0,1	0,8	1,7	3,4	1,0
Consommation publique (22 %)	0,1	1,1	0,3	0,3	0,5	0,5	2,3	2,0	1,5
Exportations (31 %)	0,2	-0,3	0,2	-0,6	0,5	0,3	1,4	1,6	0,3
Importations (32 %)	1,2	-0,2	0,5	0,8	0,6	0,4	2,7	4,2	1,8
Contributions									
Demande intérieure hors stocks	0,8	0,1	0,5	0,1	0,3	0,3	0,8	1,6	0,9
Variations de stocks	0,2	0,1	-0,4	0,4	0,0	0,0	0,8	0,6	0,2
Commerce extérieur	-0,3	0,0	-0,1	-0,4	-0,1	-0,1	-0,5	-0,9	-0,5

■ Prévisions.

Source : ONS, calculs Insee.